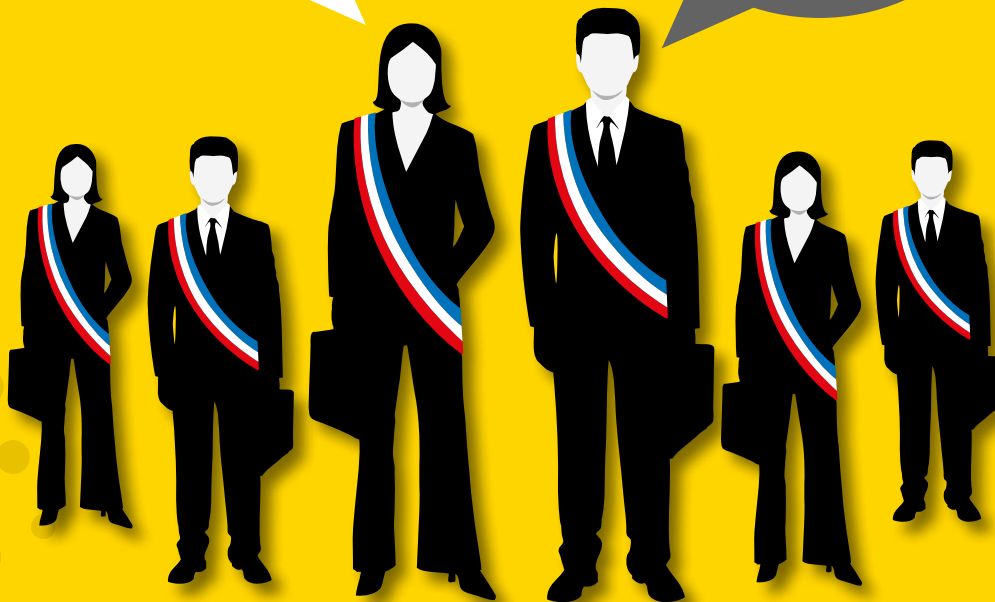


franceinfo:

#on fait.
quoi
demain?



Ma commune
a des idées
pour la France !



À l'occasion de l'élection présidentielle, franceinfo a donné la parole
aux 35 502 maires et aux 524 280 conseillers municipaux de France.
Retrouvez une sélection des initiatives pour la France.

avec

et le soutien de



Édito

Paris, le Lundi 6 mars 2017

En janvier 2016, nous avons décidé d'associer franceinfo, premier média global de service public, et l'AMF, premier représentant des maires et des présidents d'intercommunalité, à l'occasion de l'élection présidentielle. Notre conviction était alors simple : qui d'autres que les 35 502 maires de France et les 524 280 conseillers municipaux, véritable force démocratique sur le terrain, sont mieux qualifiés pour nous faire comprendre comment la France change au quotidien ?

Qu'ils soient médecins, agriculteurs, chefs d'entreprise ou étudiants, nous avons choisi de faire appel à ces citoyens engagés, en immense majorité non-professionnels de la politique, pour faire remonter la réalité du terrain à travers des initiatives locales innovantes, pertinentes, voire exemplaires, et les mettre en lumière à l'occasion du grand rendez-vous démocratique de 2017.

franceinfo, avec les 44 radios locales du réseau France Bleu et l'appui sans faille de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, a permis aux élus locaux de transmettre leur proposition à la rédaction de la station, de défendre une action locale sur l'antenne et, surtout, d'interpeller directement le futur Président de la République.

Depuis son lancement, l'opération « On fait quoi demain ? Ma commune a des idées pour la France », des centaines de maires et de conseillers municipaux de tout le pays, et de toutes les sensibilités, ont déjà répondu à notre appel.

De la journée citoyenne de Berrwiller aux communes de Pipriac et Saint-Ganton mobilisées sur l'opération « zéro chômeur », en passant par la réhabilitation des friches industrielles à Orléans, franceinfo et l'AMF puisent avec bonheur, chaque jour, au cœur des mairies, les solutions qui changent la vie des Français.

François Baroin, Président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité
Laurent Guimier, Directeur de franceinfo



Radio France comme forum du débat public, projeté dans toutes nos régions grâce aux 44 stations de France Bleu, et rassemblé par franceinfo à la Maison de la radio ! Nous sommes au cœur de nos missions lorsque toutes les forces des radios publiques se conjuguent avec celles de l'Association des Maires de France, pour remettre au centre du processus électoral des questions qui intéressent tous les Français, dans leur quotidien et dans leur environnement immédiat. Une manière pour Radio France de réinventer la fonction essentielle que jouent les médias publics dans l'animation du processus démocratique, au plus près des citoyens.

Mathieu Gallet, Président-directeur général de Radio France

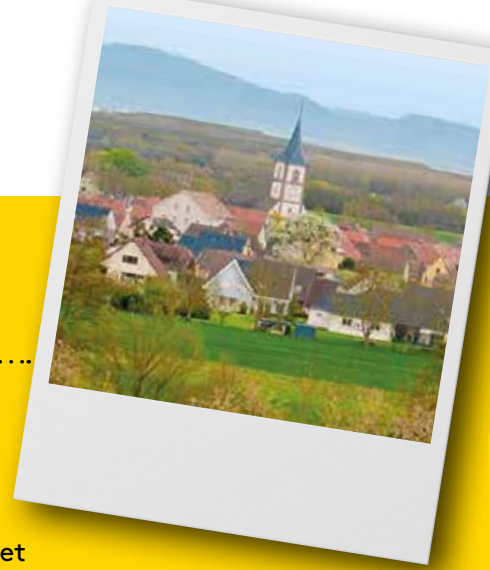




Fabian Jordan - Haut-Rhin

Berrwiller

Berrwiller est un village rural de la région Grand Est, dans le département du Haut-Rhin, et dans le canton de Wittenheim. Cette commune fait partie de Mulhouse Alsace Agglomération. Entre vignes et anciens sites miniers, elle se situe au pied du massif vosgien, au départ de la Route des Vins d'Alsace. Elle compte 1200 habitants : les Berrwilleroises et les Berrwillerois.



« La Journée citoyenne est sans doute l'exemple le plus abouti de mobilisation des habitants au service du mieux vivre-ensemble »

Jean-Louis Sanchez, Délégué général de l'Observatoire du développement et de l'action sociale - Odas

« Cette initiative fait prendre conscience à chacun qu'il peut être un acteur au service de sa commune et redonne à la fonction d'élu toutes ses lettres de noblesse, loin des logiques partisanes »

Fabian Jordan, Maire de Berrwiller

« Durant cette journée, tout le monde est citoyen, il n'y a pas de question d'identité ou de génération. L'enjeu, c'est comment on fait pour vivre les uns avec les autres et pas seulement les uns à côté des autres »

Maroin Khair Dakirine, chef de projet à la Ville de Blois



« Cette journée nous donne envie de participer, de faire autre chose, d'oser faire des propositions aux élus parce que l'on sait maintenant que l'on peut être entendu. Pour le vivre-ensemble, cela me semble quelque chose d'essentiel »

Une habitante



Notre initiative

LA JOURNÉE CITOYENNE

Née en 2008 à Berrwiller, avant de conquérir toute la France, la Journée citoyenne repose sur l'idée de « faire ensemble pour mieux vivre-ensemble ». Ruraux ou urbains, les élus des communes qui organisent ce moment partagent la même conviction : il est essentiel de retisser du lien social et de susciter chez les citoyens un engouement à se fédérer, à redécouvrir les vertus de l'action collective. Véritable fabrique de citoyenneté, la Journée citoyenne répond à cet objectif. Car si la liberté et l'égalité sont avant tout du ressort de l'État, la fraternité est l'affaire des communes.

origine, leur sexe ou leur milieu social) et crée un lien fort et fédérateur entraînant une dynamique de vivre-ensemble tout au long de l'année. Grâce à ses effets en termes de cohésion sociale, d'appropriation du cadre de vie, de participation, d'aménagement et d'économie, la Journée citoyenne séduit chaque année toujours plus de communes, de toutes tailles. Ainsi, en 2017, elles sont déjà plus de 900 sur 87 départements à avoir rejoint le Réseau et à organiser leur Journée citoyenne. La date officielle est fixée au 20 mai 2017. À bon entendre !

FAIRE ENSEMBLE POUR MIEUX VIVRE-ENSEMBLE

C'est donc dans le but d'incarner concrètement le vivre-ensemble, que chaque année durant une journée, des habitants se mobilisent bénévolement pour réaliser ensemble des projets (chantiers d'amélioration du cadre de vie, rénovation d'équipements, valorisation de l'histoire et du patrimoine, contribution aux projets associatifs, projets culturels...) sur différents lieux et équipements de leurs communes.

Une initiative qui permet d'impliquer chacun dans une citoyenneté active puisque le choix des activités et l'organisation résultent de la collaboration entre les habitants (citoyens, associations, entreprises), les élus et les services communaux. La commune jouant alors un rôle d'accompagnant. Par cette forte dimension participative qui mobilise l'ensemble des acteurs du territoire et crée les conditions de leur coopération, de la construction à la finalisation du projet, la Journée citoyenne favorise l'échange entre tous les habitants (quel que soit leur





Gabriel Serra - Tarn-et-Garonne

Bioule

Bioule est un village d'environ 1100 habitants construit sur les bords de la rivière Aveyron, autour d'un château médiéval qui fut la demeure de la famille de Cardaillac. Propriété de la commune depuis plus d'un siècle, le château abrite l'école qui compte près de 130 enfants, de la maternelle à la primaire. Autrefois essentiellement agricole, Bioule reste une commune dynamique où plus d'une quinzaine d'associations propose des animations toute l'année, dont un célèbre festival de country au mois d'août.



« Avec notre nouvelle cantine, qui accueille les petits et les administrés de la commune de plus de 75 ans, les liens intergénérationnels se sont créés pour le bonheur des petits et des grands »

La cantine à l'intérieur de l'école étant trop petite, nous en avons créé une nouvelle à côté de la Mairie

Un papi habitant juste en face suivait les travaux de près et c'est lors d'une discussion sur le ton de la boutade, je lui ai proposé de manger à la cantine. Il m'a répondu « pourquoi pas ! »



Depuis avril 2011, les administrés de plus de 75 ans qui le souhaitent peuvent manger à la cantine avec les enfants de l'école. Le menu est identique et les différents convives partagent la même table.

Notre initiative

UNE CANTINE POUR LES PETITS ET LES GRANDS PARENTS

Cette cantine a été construite avec une capacité telle que tous les enfants de l'école puissent y manger tous les jours un repas équilibré, préparé par nos cantinières, avec notamment des produits locaux et certains bio.

Après que le papi ait parlé de ma proposition, le conseil municipal a décidé, par délibération, les conditions d'accès à la cantine : être âgé de plus de 75 ans, être habitant de la commune et s'acquitter d'une somme de 6 € qui correspond au prix de revient global d'un repas (denrées, fluides et charges de personnel comprises). Le nombre de places pour les personnes âgées est limité à douze.

Chaque jour, entre cinq et sept personnes âgées viennent prendre leur repas à la cantine. Lorsqu'elles fêtent leurs anniversaires, on a pu

la galette en début d'année, ou par des jeux de société ou activités manuelles organisés par le Centre de Loisirs.

De même, les liens entre personnes âgées se sont renforcés et désormais, à chaque période de vacances, lorsque la cantine est fermée, le petit groupe mange au restaurant du village. Notre commune offre la possibilité à tous les enfants de l'école, sans distinction, de manger à la cantine tous les jours et avec des personnes âgées.

POUR LE BONHEUR DES PETITS ET DES GRANDS !

comptabiliser jusqu'à douze personnes. Dans les premiers mois, les cantinières avaient même dû instaurer un tour de rôle car les enfants souhaitaient tous manger à la table des papis et mamies.

Ces moments quotidiens de convivialité rompent la solitude des personnes âgées et permettent aux enfants d'échanger sur des sujets tels que la vie autrefois, les loisirs, la nourriture... Plus besoin de faire de la discipline aux tables « mixtes », le niveau sonore se régule de lui-même et les assiettes se vident naturellement, car les papys et mamies en sont garants, on ne gaspille pas la nourriture !

De vrais liens se sont créés entre générations, qui se prolongent par des rencontres autour de





Philippe Simon - Yvelines

Bouafle

Situé dans les Yvelines, Bouafle est un village concentré autour de son clocher, partagé entre ruralité et urbanité. À 40 km à l'ouest de Paris et à 17 km à l'est de Mantes-la-Jolie Bouafle présente un cadre de vie agréable : 692 hectares pour un peu plus de 2000 habitants. Nous préservons cet espace de respiration situé en bordure de l'autoroute A13 qui conduit vers la Normandie. Notre territoire s'étale entre les rives de la Seine et la forêt du plateau des Alluets. L'altitude la plus basse est de 44 mètres et s'élève à 180 mètres avec des sources à mi-coteaux. Ses sites alluvionnaires et ses coteaux biens exposés sont de vrais atouts pour une agriculture diversifiée. Notre site est l'un des jardins de l'Île-de-France.



Fort de ce constat, l'équipe municipale a misé sur la force de notre cadre de vie pour développer des projets porteurs de vitalité pour la commune

Contribuer à promouvoir une agriculture périurbaine de qualité

Développer une proximité avec nos habitants par des initiatives telles que notre marché de producteurs locaux et des animations festives



Renforcer nos services en créant une maison médicale, en contribuant à l'implantation d'une supérette, d'un nouveau boulanger, d'un café restaurant en plein cœur du village.

Notre initiative

SAVOIR TIRER PROFIT DE NOS ATOUTS POUR PROTÉGER UNE RURALITÉ ASSUMÉE

Dans mon rôle de maire, j'ai rapidement pris conscience que notre village souffrait d'un manque de lien social et d'un risque majeur de désertification des services tels que les commerces de proximité, les professionnels de santé, avec en ligne de mire un dépeuplement inévitable du village.

du sens et du lien à notre vie communale. Enfin, troisième étape de ce nouvel essor : la création ou le renouveau de nos commerces de proximité a engendré l'aménagement d'un nouveau quartier bien intégré à notre bourg. D'autres initiatives sont dans les cartons pour assurer à notre village un cadre de vie et une identité rurale renforcée. Affaires à suivre !

Notre solution : une ruralité assumée. Dans un premier temps, notre logique a été de gérer en urgence la disparition annoncée de nos professionnels de santé (départ à la retraite de notre médecin, pharmacie mal installée). Un ancien hangar agricole en déshérence, situé à proximité des écoles, a été transformé en maison médicale, intégrant la pharmacie, des professionnels de santé. Aux abords du lieu, nous avons créé un

UNE IDENTITÉ RURALE RENFORCÉE

jardin de plantes médicinales, un jardin conservatoire, des venelles d'accès aux écoles agrémentées de fruits rouges pour le bonheur des écoliers, une aire de jeux pour les enfants et un parking sécurisé pour tous.

Dans un second temps, grâce à notre implication forte au sein d'un Groupe d'Acteurs Locaux qui gère le programme européen LEADER dédié aux territoires ruraux, nous avons développé l'agriculture périurbaine au sein de notre village. Ainsi, nos maraîchers et de jeunes producteurs locaux, ont pu faire reconnaître la qualité de leurs produits par des chefs renommés et par le biais de la distribution en circuit court. Avec leur concours, nous avons renoué avec la tradition de notre marché dominical. L'occasion de créer des rencontres sur la place du village et de redonner





Pierre Polard - Hérault

Capestang

Capestang est une commune de 3200 habitants, située dans l'Hérault, entre Béziers et Narbonne. L'activité viticole y façonne les paysages, traversés par le Canal du Midi, sur lesquels rayonne la Collégiale Saint-Etienne. Capestang dispose d'un tissu d'équipements publics, de services et de commerces de proximité, qui conforte sa position de centralité de bassin. Malgré cela, Capestang a su éviter les excès de l'étalement urbain et conserver son authenticité méridionale. Les nombreuses associations sportives et culturelles contribuent à la vie de ce village où il fait bon vivre !



« S'il est une préoccupation majeure pour nos territoires, c'est la désertification médicale. Sans médecin, difficile d'attirer des populations jeunes et les soucis sont énormes pour les personnes âgées si elles doivent faire une heure de route pour se soigner ! »

« Pas de médecin, le bureau de Poste qui ferme, puis les écoles... ce sont des territoires qui meurent et une concentration des populations dans les villes. Le rôle des élus ruraux est de faire en sorte que leurs territoires aient les mêmes services qu'en ville. »



« Ne nous résignant pas à la fatalité de la désertification médicale, nous avons décidé la création d'un Centre Municipal de Santé. Il s'agit d'un véritable service public de proximité, basé sur le salariat par la commune de deux médecins généralistes »



« Les atouts sont nombreux pour les patients (amplitude horaire importante, consultations le samedi matin, tiers-payant généralisé...) et les praticiens (exercice collectif de la médecine, qualité de vie préservée...) »

Notre initiative

UN CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ : UN SERVICE PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ !

Comme bon nombre de communes rurales, Capestang risquait d'être touchée à court ou moyen terme par la désertification médicale. Sans médecin, on ne peut pas attirer des populations jeunes et les soucis sont énormes pour les personnes âgées si elles doivent faire une heure de route pour se faire soigner. C'est un enjeu d'aménagement du territoire. C'est une question dont la puissance publique doit se saisir et notamment son incarnation la plus proche des citoyens : la commune. Il fallait agir... C'est chose faite ! Le Centre Municipal de Santé (CMS) a ouvert ses portes le 1^{er} octobre 2016. Avec ce CMS, le premier de l'Hérault, nous écrivons une nouvelle page de l'histoire de l'exercice de la médecine généraliste dans les territoires ruraux.

amplitude de consultation de plus de 10 heures par jour, des consultations le samedi matin. Il permet aux médecins de se recentrer sur le cœur de leur métier : la pratique médicale. Toutes les tâches administratives sont prises en charge par les secrétaires médicales. L'exercice collectif permet aussi de confronter leur expérience, l'organisation retenue leur permet de préserver leur qualité de vie. Ils peuvent aussi développer des synergies avec les praticiens libéraux installés dans le centre médical. Bref, c'est du gagnant-gagnant ! Qualité du service pour la population, conditions d'exercice optimales pour les praticiens !

RÉPONDRE AUX ATTENTES DE LA POPULATION

En effet, toute l'équipe du CMS, les deux médecins et les deux secrétaires médicales, sont salariés de la commune. Notre centre, habilité en tant que structure de soin auprès de l'Agence Régionale de Santé, encaisse le prix des consultations auprès de la Sécurité Sociale et des Mutuelles. Ces recettes compensent les coûts de fonctionnement. C'est une démarche novatrice, mais quelques communes l'ont déjà expérimentée et le bilan est très satisfaisant que ce soit du point de vue du service rendu ou de l'équilibre financier. Ce centre permet de répondre aux attentes de la population en matière de services de santé de proximité, avec le tiers-payant généralisé, une





Daniel Floutard - Hérault

Combaillaux

Combaillaux est une petite commune de l'Hérault d'environ 1500 habitants, accrochée à un piton rocheux, situé à 12 km au Nord de Montpellier. Depuis plusieurs années, les élus s'inscrivent dans une démarche de développement durable, avec plusieurs actions comme l'utilisation d'un véhicule électrique, l'éclairage public au moyen de LED, l'abolition des herbicides sur les espaces publics, les cultures de fleurs pour la biodiversité, et demain, le covoiturage ou la réutilisation des eaux usées. La première lombristation d'Europe est maintenant bien implantée.



« J'ai passé ma vie en tant que chercheur dans le domaine de la santé et mon rôle d' élu est aussi de faire avancer nos problématiques en matière d'énergie ou d'environnement, si possible en créant, en inventant et en formant des jeunes ! »

« L'eau est notre bien le plus précieux et j'accueille régulièrement sur notre lombristation des groupes pour leur montrer ce que l'on peut faire avec cet élément, source de vie »

« Nous avons pris la décision de construire une station d'épuration qui n'existait nulle part en Europe. Toute la population de notre village a adhéré à cette initiative. Le volet pédagogique qui accompagne cet équipement est très apprécié des nombreux visiteurs que l'on accueille sur notre site »



« Notre station d'épuration est un véritable laboratoire expérimental qui a suscité à travers le monde des milliers de publications autour de l'eau... »

Notre initiative

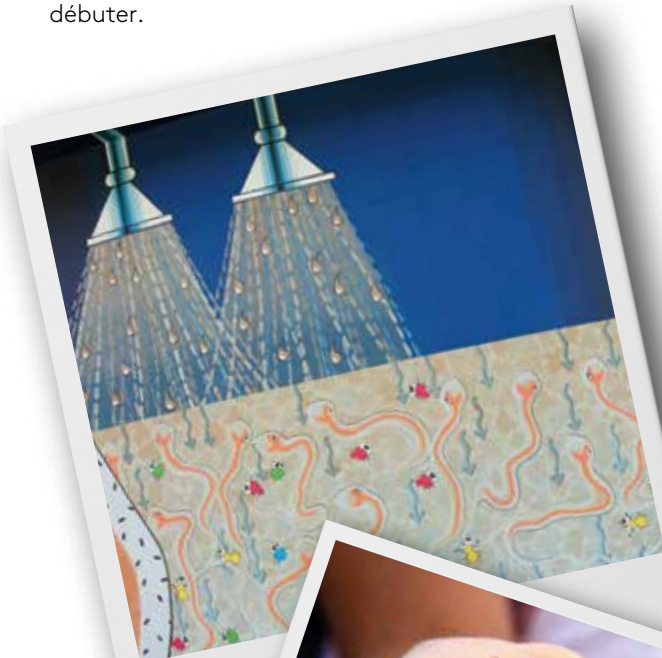
À COMBAILLAUX, ON TRAITE NOS EAUX USÉES AVEC DES LOMBRICS !

Dans notre commune, nous avons décidé d'épurer les eaux usées de façon « originale » : en imitant ce que fait la nature depuis des millénaires ! Lorsque nous avons décidé de construire une nouvelle station d'épuration dans les années 2000, le développement durable était déjà dans nos têtes. Nous voulions mettre en place un système robuste, très simple et le moins onéreux possible. Avec le concours du Conseil départemental de l'Hérault et grâce à un partenariat avec l'INRA de Montpellier, nous avons mis au point un projet de validation scientifique de notre système.

Après 12 ans d'essais et d'améliorations, nous arrivons à obtenir la même qualité de l'eau que l'épuration par un système classique, sans avoir le problème des résidus de boues. Ce procédé, qui a démontré sa fiabilité, a reçu plusieurs prix dont le 1er prix des éco-maires de France et un classement européen dans les meilleurs projets sélectionnés par « life environnement ». Sa dissémination vers d'autres collectivités va pouvoir débuter.

LA MÊME QUALITÉ DE L'EAU QUE L'ÉPURATION PAR UN SYSTÈME CLASSIQUE

La Communauté Européenne nous a ensuite aidé financièrement en tant que meilleur projet dans la catégorie « life environnement ». Le système se présente sous la forme d'un grand bassin rempli de copeaux de bois dans lesquels évoluent des vers de terre. Régulièrement, les eaux usées, simplement débarrassées des éléments non solubles, sont répandues par aspersion en surface. Le concept ressemble à un filtre à café sur lequel on verse de l'eau. Nous avons appelé ça « le lombrifiltre ». En 2011, sur notre invitation, un académicien est venu sur notre site pour valider le terme de lombrifiltration qui a été incorporé ensuite au grand dictionnaire de la langue française. Pour résumer, les vers de terre « font tout le boulot » et transforment les eaux usées en molécules de gaz et sous produits non polluants. Cela fonctionne et c'est même économique, tant sur le plan de l'investissement que du fonctionnement.

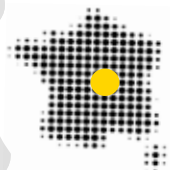




Christophe de Contenson - Allier

Couzon

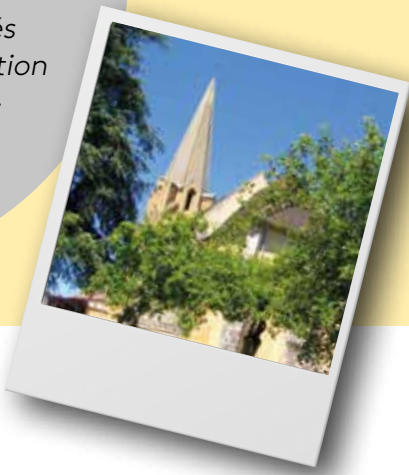
Couzon est une commune de l'Allier, située en bocage Bourbonnais, non loin des villes de Bourbon l'Archambault et Moulins. Comptant près de 310 habitants, elle s'étend sur 20 km² et compte plus d'une dizaine d'artisans et entrepreneurs. Un château du 12^e siècle, une église très ancienne dont le clocher en béton a été reconstruit par l'architecte Moreau à la fin 19^e ainsi qu'une ancienne Tuilerie, entièrement rénovée en atelier de poterie et autres métiers d'art, parsèment ce petit village dont le cœur vit grâce à la présence de son école et du centre de loisirs attenant.



« Faire revivre l'ancien verger situé derrière l'église est devenu une des priorités de l'équipe municipale. Cela permet de profiter d'un vaste site avec une vue unique sur un ancien moulin et la rivière qui coule en contre-bas »

« Les élèves du cours élémentaire de l'école ont toujours suivi des ateliers d'éducation à l'environnement. La municipalité voulait les associer à un projet pérenne qui leur permettent de participer à l'embellissement de la commune »

« Avec l'aide d'une association locale, nous avons décidé de tailler les arbres fruitiers centenaires et de planter d'autres espèces de variétés anciennes, en voie de disparition dans la région Auvergne »



« Une borne pédagogique, un plan du verger présentant toutes les espèces d'arbres et de fruits ont été installés grâce à du mécénat privé »

Notre initiative

SOUTIEN À LA PRODUCTION DE FRUITS D'ORIGINE RÉGIONALE ET SAUVEGARDE DE VARIÉTÉS ANCIENNES

Situé à l'extrême Est du village, le grand verger de Couzon était à l'abandon et les pommiers et autres fruitiers devenus, avec le temps, improductifs. Après une première taille, l'idée nous est venue d'entreprendre de nouvelles plantations en sollicitant l'antenne locale de l'association « les Croqueurs de Pommes ». Notre volonté était d'associer les 45 élèves de l'école à ce projet. Très réceptifs à cette démarche, les instituteurs ont orienté une partie de leur programme de l'année sur la préservation du patrimoine naturel. Membres du conseil municipal, cantonniers, bénévoles et enfin tous les élèves ont planté, en deux ans, 45 espèces d'arbres fruitiers en voie de disparition dans la région Auvergne. Chaque élève a réalisé une étiquette qu'il a attachée à un arbre, son

dans le département, de la dupliquer en faisant revivre leur verger, ne cesse de croître. L'association « les Amis de Saint Jacques » a, elle aussi, demandé à ce que des arbres fruitiers soient plantés le long du chemin qu'ils empruntent en direction de Compostelle. Profitant de la dynamique de ce projet et de la fête de la pomme, un restaurant végétarien s'est ouvert sur la commune de Couzon et plusieurs producteurs bio s'y sont installés. Parce qu'unique et de qualité, ce projet permet à tous de récolter un réel succès !

45 ESPÈCES D'ARBRES FRUITIERS EN VOIE DE DISPARITION

arbre, qu'il pourra retrouver plus tard lorsqu'il viendra cueillir pommes, poires ou autres fruits du verger. Un hôtel à insectes, des nichoirs à oiseaux, des ruches, réalisés aussi par les élèves de l'école ont été placés ici et là sur les arbres ou à proximité. Depuis deux ans, une fête de la pomme y est organisée avec grand succès. Elle réunit plus de 30 maraîchers et autres producteurs bios, et est devenue une véritable vitrine de l'excellence et de la créativité en Auvergne. L'occasion pour le public, venu parfois de loin, de découvrir le temps d'une journée, tout un patrimoine naturel méconnu, de soutenir les circuits courts ou d'assister à une conférence sur l'histoire de ces variétés et leur implantation sur notre territoire. Depuis cette initiative, le nombre de communes et de particuliers qui ont décidé,

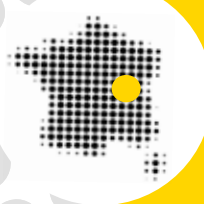




Eric Michoux - Saône-et-Loire

Épervans

Épervans adhère à la Communauté d'Agglomération du Grand Chalon depuis 1996. Notre commune comptabilise plus d'une vingtaine d'associations dont 8 sportives pour 1602 habitants. Ce village dynamique est connu pour sa célèbre fête de la Saint Barnabé et la « Faites du Sport » organisées toutes deux courant juin. N'étant pas au bord de l'océan ou de la mer, notre commune a néanmoins la particularité d'avoir une île sur son territoire : L'Île Chaumette, véritable écrin de verdure. Vous pourrez également découvrir notre patrimoine tel que le Lavoisier (19^e siècle), la Chapelle (18^e siècle) et le Château de la Motte (15^e siècle).



« Nous sommes partis d'une idée simple : permettre aux aînés de profiter au maximum de leur retraite dans un cadre convivial »

« Le projet était dans les cartons depuis quelques années »

« Après l'étude de diverses options, et des modalités de financement, il aura donc fallu attendre 4 ans pour que les 5500 m² situés derrière la mairie accueillent ce "lotissement" »



Notre initiative

UN LIEU INTERGÉNÉRATIONNEL UNIQUE CONSTRUIT AUTOUR DE LA GASTRONOMIE ET DU BIEN-ÊTRE DES AINÉS

Situé en Bourgogne, au cœur de la commune d'Épervans et à deux pas des commerces, le Hameau étoilé est un lieu intergénérationnel unique en son genre !

Il s'agit d'une résidence dont le concept réunit la gastronomie et un quartier dédié aux aînés. L'ensemble comprend onze maisons de type T2 et T3, une autre réservée à la gardienne ainsi qu'un potager. La résidence inclut une maison commune dénommée « Saveurs et Terroirs » où sont dispensés des cours de cuisine par les grands chefs de nos régions, notamment Cédric Burtin, chef étoilé du restaurant l'Amaryllys. Ce dernier a conçu les lieux et tester les fourneaux.

ONZE MAISONS DE TYPE T2 ET T3

Pour pousser plus avant l'originalité de ce projet, des partenariats ont été signés entre la mairie d'Épervans, la chambre de métiers et le CIFA Jean Lameloise de Mercurey afin d'ouvrir « l'école du futur ». Une formation préparant les adultes en reconversion au CAP Cuisinier en 6 mois a ainsi trouvé sa place au Hameau Étoilé. Les cours ont commencé au mois de novembre 2016. La pratique est dispensée dans la salle « Saveurs et Terroirs » tandis que la théorie se déroule dans une salle aménagée à l'étage de la mairie.





Jacques Pelissard - Jura

Lons-le-Saunier



L'eau salée est à l'origine de la capitale du Jura. Dès 1892, un établissement thermal construit au cœur d'un parc de 7 hectares assoit la vocation thermique de Lons-le-Saunier. Depuis, curistes et adeptes de la remise en forme et de la détente viennent s'y ressourcer. La ville bénéficie d'une situation de choix entre le vignoble, la Bresse, la région des lacs et les montagnes du haut Jura. Capitale française du fromage fondu, mais aussi du développement durable via des initiatives pionnières et innovantes, Lons-le-Saunier fait de la qualité de vie de ses habitants une priorité. En plus de la Vache qui Rit, Lons compte d'autres natifs renommés : Rouget de Lisle, auteur de la Marseillaise, Bernard Clavel, romancier, Jean Amadou, humoriste... L'explorateur Paul-Emile Victor y a passé une partie de sa jeunesse.



« L'objectif ?
Une alimentation créatrice
d'emplois non délocalisables,
garante d'une qualité maximale
à un prix maîtrisé »

Notre initiative

UN RESTAURANT MUNICIPAL VÉRITABLE RÉFÉRENCE EN FRANCE DU BIO DE PROXIMITÉ

La ville de Lons-le-Saunier dispose d'un restaurant municipal élaborant 5000 repas chaque jour dont 3000 pour les enfants, soit 1 200 000 repas par an.

L'équipe du Restaurant Municipal, composée de 68 agents, élabore chaque jour des repas à destination des écoles, des centres aérés, des entreprises, des foyers pour les personnes âgées, des personnes à mobilité réduite, ainsi que de l'hôpital.

Le Restaurant Municipal permet également à près de 500 personnes de profiter chaque jour, de sa cafétéria et de son self.

La ville de Lons a marqué sa volonté de poursuivre son rapprochement vers l'agriculture locale. Un rapprochement initié en 2001 avec la mise en place d'un pain bio dans l'ensemble des restaurants municipaux lédoniens et poursuivi avec le service, en 2006, de viande bovine bio au self et, en 2007, de yaourts bio.

d'une filière bio locale, et à travers elle d'œuvrer pour le développement d'une alimentation créatrice d'emplois non délocalisables ainsi que d'une qualité maximale à un prix maîtrisé.

« Notre ville
fait de la qualité de vie
de ses habitants
une priorité »

« 1 200 000 repas par an
à base de bio de proximité
et pour le plus grand nombre,
c'est possible ! »

« Tout est parti
de la qualité de l'eau :
préserver sa qualité est au centre
de notre politique
environnementale »



5000 REPAS CHAQUE JOUR PRODUITS DE QUALITÉ ET COÛT MAÎTRISÉ

Depuis septembre 2015, une légumerie bio de proximité est adossée au restaurant municipal et offre des débouchés aux maraîchers de la région. Et encore plus de produits de qualité dans les assiettes des consommateurs à un coût maîtrisé !

L'objectif de la ville et de son député-maire Jacques Pelissard, à travers cet outil, est bien d'aller plus loin encore dans la structuration

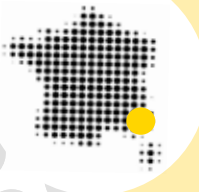




Pierre Aschieri - Alpes-Maritimes

Mouans-Sartoux

Mouans-Sartoux est une commune de 10 000 habitants sise dans les Alpes-Maritimes. Au cœur du triangle Cannes/Grasse/Antibes, c'est un territoire très urbanisé où le foncier est très recherché et la densité de population importante. Dans ce contexte, la commune a décidé de prendre ses responsabilités et de préserver ses espaces naturels et agricoles pour les générations futures. Souhaitant tenir compte à la fois des ressources, du changement climatique et de l'ensemble des problèmes écologiques, économiques, sanitaires et sociaux, chaque jour, l'équipe municipale, avec la population, construit des réponses simples à ces enjeux majeurs.



« Pour approvisionner localement la cantine, la commune a créé une régie municipale agricole. Deux agriculteurs employés par la commune produisent sur un terrain de la ville 80% des légumes nécessaires aux 1100 repas quotidiens »

« Mouans-Sartoux a réussi à offrir une cantine 100% Bio à coût constant. Le surcoût du Bio a été financé par une diminution de 80% (de 147g/repas en 2010 à 30g depuis 2012) du gaspillage alimentaire soit 0,20 € par repas »

« Pour développer l'agriculture Bio locale, la commune a triplé en octobre 2012 les surfaces agricoles dans le Plan Local d'Urbanisme (de 40 à 112 ha). Le conseil municipal a délibéré pour aider à l'installation des agriculteurs Bio sur la commune (20% des investissements en gestion économe de l'eau plafonné à 12 000€) »



85% des familles disent avoir modifié leurs pratiques alimentaires : plus de Bio, davantage de local et de produits de saisons, d'achats directs aux petits producteurs, plus de produits bruts et moins d'achats de plats préparés...



Notre initiative

LA RESTAURATION SCOLAIRE : UN LEVIER POUR UN PROJET ALIMENTAIRE ET AGRICOLE DURABLE

La ville mène, depuis 2005, une politique ambitieuse pour sa restauration scolaire, respectueuse de la santé et de l'environnement. Après l'équilibre des menus selon les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS), il a été décidé de s'attacher à la qualité des produits et à la proximité de son approvisionnement. Depuis 2012, la cantine est 100% Bio, les approvisionnements sont majoritairement locaux et 80% des légumes issus de la régie agricole. Ces améliorations qualitatives ont été faites à budget constant grâce aux économies réalisées par la baisse de 80% du gaspillage alimentaire.

mique à la nécessité d'une alimentation durable pour respecter leur santé et leur environnement et permettre à chacun, selon ses revenus, d'avoir accès à une alimentation durable ;

- Documenter notre projet avec la collaboration d'enseignants chercheurs de plusieurs universités ;
- Diffuser notre projet à travers des colloques, des documents et, dès octobre 2017, par une formation organisée sur site avec l'Université Côte d'Azur « Management de Projet d'Alimentation Durable option Collectivités ».

Mouans-Sartoux, terre d'expérimentation reconnue dans le domaine de l'alimentation durable, montre ainsi qu'il est possible d'évoluer en ce sens, même dans un contexte foncier contraint, et souhaite fortement partager son projet et son expérience avec d'autres collectivités, comme elle le fait déjà au sein du réseau du club des territoires « Un plus Bio ».

DÉVELOPPER UN PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

L'observatoire de notre cantine durable a permis d'étudier les effets de cette politique sur les pratiques alimentaires des familles qui ont évolué vers plus de durabilité pour 85% d'entre elles. Les familles disent manger plus Bio, de local et produits de saison, cuisinent davantage et achètent auprès de petits producteurs ou des surfaces commerciales spécialisées Bio.

Forte de ces expériences positives, la ville a créé en octobre 2016 la Maison d'Éducation à l'Alimentation Durable (MEAD) pour développer son Projet Alimentaire Territorial (PAT) : gouvernance alimentaire et agricole ambitieuse pour nourrir de manière durable les habitants.

La MEAD a pour mission de :

- Préserver les terres agricoles et aider à l'installation d'agriculteurs ;
- Construire des systèmes de distribution et de transformation locaux ;
- Sensibiliser les habitants et le monde écono-





Frédéric Mariani - Haute Corse

Olmi-Cappella

Nichée entre deux montagnes à deux heures de route de Bastia, Olmi-Cappella est une commune de l'intérieur située en Haute-Corse, dans une micro région qui s'appelle le Giussani. D'une superficie de 5140 hectares, l'altitude de l'agglomération est de 850 mètres. La population moyenne est en hiver de 150 personnes et de 700 en période estivale.



Notre initiative

À PÉDAGOGIE ÉGALE, CHANCES DE RÉUSSITE ÉGALES !

On est parti d'une idée simple : les élèves de notre école doivent avoir les mêmes chances que ceux des grandes villes de la métropole, et ce quels que soient leur condition sociale et leur lieu de vie. L'école de notre commune comprend une seule classe, réunissant 12 élèves, de la maternelle au CM2.

cherches, apprennent à lire en jouant... Ils sont ravis d'avoir à leur disposition de tels outils. Depuis, les villages voisins ont suivi le mouvement en s'équipant eux aussi de matériels numériques.

L'école a transféré son fonctionnement à la communauté de communes qui a équipé les six écoles présentes sur le territoire di E Cinque Pieve di Balagna. Olmi-Cappella a prouvé que l'isolement géographique n'était plus un frein à l'apprentissage.

Suite à un appel à candidature lancé par l'Éducation nationale relatif à l'école numérique rurale, la commune s'est portée candidate. L'objectif ? Renforcer la lutte en faveur de l'égalité des chances des élèves scolarisés dans une zone rurale, en réduisant la fracture numérique, et en rendant l'enseignement plus attractif et ludique.

RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Notre candidature a été retenue. Nous avons ainsi pu faire l'acquisition, de l'équipement nécessaire qui se compose d'un ordinateur central, de huit tablettes et d'un tableau interactif, pour un montant de 13 490 € financé à hauteur de 80% par l'Éducation nationale et 20% par la commune. Un engagement financier qui s'imposait comme une évidence pour le maire de la commune.

Ainsi les douze élèves scolarisés dans la classe unique de cette école rurale, ont pu accéder aux nouvelles technologies, et aux méthodes pédagogiques de demain, dont ils ont su très rapidement s'approprier le fonctionnement. Ces outils permettent d'adapter le travail proposé à chacun des enfants et ce même au sein d'un même niveau. Sur les tablettes, les enfants font des re-



« Si on n'est pas connecté, on est oublié et on n'existe plus !
Il est donc absolument indispensable de pouvoir être continuellement en liaison avec le reste du monde »

« Les outils numériques sont un bon vecteur notamment pour nos enfants »

« La valeur pédagogique du numérique est indiscutable »

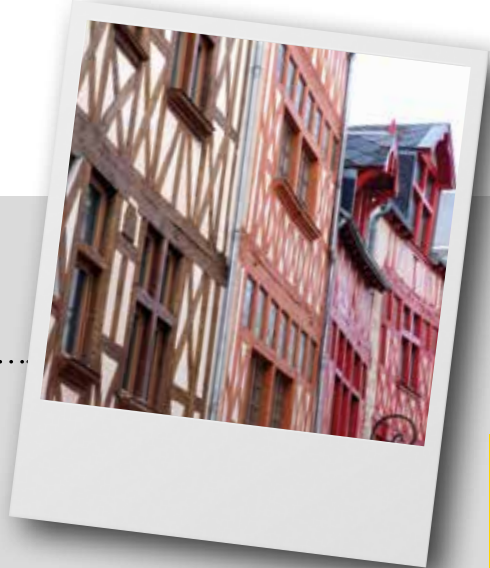




Olivier Carré - Loiret

Orléans

Porte d'entrée de la vallée de la Loire, patrimoine mondial de l'Unesco, Orléans, capitale de la région Centre-Val-de-Loire est située à une heure de Paris et au cœur de la Cosmetic Valley. Sa proximité avec plusieurs aéroports français dont Orly, et au centre des principaux carrefours autoroutiers du pays, font d'Orléans un territoire stratégique pour le développement d'activités économiques et technologiques de pointe. Et c'est ici, aux portes de la Sologne, à quelques centaines de mètres de son Campus Universitaire, qu'Orléans a créé l'un des pôles de recherche les plus importants de France créant un écosystème fertile, propice à l'innovation.



« À mon sens, l'une des principales missions du Politique est de fédérer les forces vives du territoire autour de projets ambitieux ! »

« Fruit de la coopération entre la Métropole et un collectif d'entrepreneurs »

« le LAB'O a une histoire unique écrite par tous ceux qui fréquentent, ont fréquenté ou fréquenteront ce lieu. C'est inscrit dans son ADN »



Notre initiative

FAIRE D'UNE FRICHE INDUSTRIELLE UN INCUBATEUR GÉNÉRATEUR D'EMPLOIS

Dès 2001, ériger un lieu dédié à la création numérique était déjà identifié. Mais à l'époque, un tel investissement aurait été incompris.

Quand en 2014, nous avons vu se constituer, spontanément, un groupe d'entreprises innovantes autour du projet de labellisation French Tech, il m'a semblé qu'il était temps d'engager avec elles la création d'un lieu Totem pour l'innovation numérique et digitale à Orléans.

UN LIEU GÉNÉRATEUR D'EMPLOIS

J'étais alors 1^{er} Maire-Adjoint et 1^{er} Vice-Président de l'ancienne Communauté d'Agglomération. Il a fallu que la ville se dessaisisse de cette friche et que l'agglomération s'engage dans sa reconversion.

Quelques années auparavant, la ville avait acquis un ancien laboratoire pharmaceutique afin de permettre la sauvegarde d'une partie de ses emplois et de l'activité « Famar Orléans » sur notre territoire. Au fil du temps, le site était devenu une friche industrielle. Plus 15 000 m² en pleine ville, sur les bords de Loire. Il s'agissait de redonner vie à ce lieu d'excellence.

Identification du besoin, localisation d'un potentiel foncier... restaient à construire l'offre de services et l'aménagement du lieu. Il s'agissait de créer un lieu unique et non une pépinière de plus sur le territoire : un incubateur qui soit un grand accélérateur de croissance et de réussite. Un lieu générateur d'emplois dont la dynamique irradie au-delà de la ville, à l'ensemble du territoire régional. Un site qui entrerait en résonance avec les plus grands lieux de création numérique de France et d'Europe. Et qui mieux que les créateurs d'entreprises, les startups eux-mêmes, pouvaient porter une telle ambition ?

Ce sont donc eux, les entrepreneurs, les porteurs de projets de toutes tailles, les créatifs, les associatifs, tous fédérés autour des agents d'Orléans Métropole qui ont créé LEUR lieu, en cohérence avec LEURS besoins. Des groupes de travail répartis par thématiques et composés d'entrepreneurs et de salariés bénévoles se sont réunis régulièrement pendant plus d'un an.

Et c'est ainsi, qu'en mai 2016, nous avons tous ensemble, donné « renaissance » au LAB'O.

Forts de cette expérience, nous avons décidé de poursuivre en ce sens. Désormais, nous travaillons avec les forces vives du monde culturel orléanais à la réhabilitation d'un lieu dédié à la création plastique et aux arts visuels dans la friche des anciennes Vinaigreries Dessaux, un site historique et patrimonial exceptionnel, situé en plein cœur du centre ancien d'Orléans, sur les berges nord du fleuve.





Marcel Bouvier et Philippe Louet - Ille-et-Vilaine

Pipriac et Saint-Ganton



Pipriac et Saint-Ganton sont des communes d'Ille-et-Vilaine de 3750 et 450 habitants. Pipriac offre une large diversité de services sur le plan de la santé, de l'enseignement, de la culture, de l'offre commerciale et des entreprises, et une richesse associative sportive et culturelle. Né à Pipriac, vers 1414 l'un des précurseurs de la typographie, Jean Brito, a sa statue sur la place de la mairie. Disposant d'une école, d'une épicerie et d'un café-restaurant, Saint-Ganton offre à sa population un cadre où il fait bon vivre. Sensibles au problème du chômage, leurs élus se sont impliqués dans l'expérimentation « Zéro chômeur ».



« J'ai été contacté par ATD Quart Monde en 2014 pour participer à l'expérimentation « Zéro Chômeur » et créer des emplois pour des chômeurs longue durée grâce au montage d'une entreprise à but d'emplois. Je ne connaissais pas le principe. J'ai voulu relever le défi ! »

« En tant que maire, quand on se promène dans une commune de 3750 habitants, on peut voir qu'il y a plein de choses à faire que l'on ne fait pas, par manque de moyens humains »

« Il y a des travaux d'entretien principalement dans les bâtiments mais il y en a aussi dans le paysager, on n'a plus le droit d'utiliser de produits chimiques pour désherber, le travail devient de plus en plus manuel, il y a aussi besoin de soutien à la médiathèque... »



« Les personnes âgées qui ont de petits moyens et qui ont besoin de services à domicile : grâce à l'intermédiaire de l'entreprise à but d'emplois, elles aussi, pourraient y avoir accès ! »

Notre initiative

EXPÉRIMENTATION « TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR »

L'idée de l'expérimentation « Territoire zéro chômeur » est née en 2014 avec ATD Quart Monde. Le concept est de transformer les charges liées aux coûts des chômeurs de longue durée en financement d'emplois réservés à ces chômeurs de longue durée. C'est ainsi que nous avons identifié et contacté tous ces chômeurs sur la commune de Pipriac et aussi ceux de la commune de Saint-Ganton, soit un total de 150 personnes. C'est un long travail, méticuleux. Nous les avons tous rencontrés individuellement. Ensuite au travers de plusieurs réunions, les chômeurs, les chefs d'entreprise qui acceptaient d'adhérer au projet et les élus ont fait connaissance.

puisqu'en octobre 2016, TEZEA, entreprise à but d'emploi, a été créée dans le cadre de cette expérimentation. Les premiers CDI ont été signés début janvier 2017, l'objectif étant d'atteindre les 75 emplois d'ici six mois. L'entreprise TEZEA se situe dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. En France, dix territoires expérimentent ce concept qui vise à éradiquer la privation d'emploi. Pipriac et Saint-Ganton sont les deux communes d'Ille-et-Vilaine qui participent à cette expérimentation. Si l'expérimentation donne satisfaction et se révèle efficace, elle pourrait être étendue à d'autres territoires.

75 EMPLOIS D'ICI À SIX MOIS

Des liens très forts se sont créés entre tous et ont fait tomber de nombreux préjugés : 85 chômeurs de longue durée soit 75 équivalents temps plein se sont portés volontaires pour ces emplois sur un bassin de vie de plus de 4000 habitants. Les emplois doivent être créés, ne pas être en concurrence avec des emplois existants ni déstabiliser l'existant. On a travaillé longtemps pour trouver des emplois qui n'existent pas encore sur nos communes et surtout qui doivent pouvoir être validés en contrat à durée indéterminée. La plupart de ces chômeurs ont des expériences professionnelles très différentes : cela va du commerce ou du secrétariat en passant par le bâtiment. Ils doivent reprendre confiance en eux et en leurs capacités. C'était donc un vrai pari lancé par Pipriac et Saint-Ganton en Ille-et-Vilaine, pari réussi

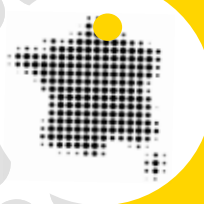




Guillaume Delbar - Nord

Roubaix

Avec ses 95 000 habitants, Roubaix est la seconde ville du Nord et se situe à un carrefour de communication desservant trois capitales : Paris, Londres et Bruxelles. Cette situation privilégiée a fait d'elle une ville bien vivante, qui s'agite en permanence. Ville de toutes les audaces, toutes les innovations, de toutes les cultures et de toutes les idées, elle a en elle un charme bien particulier qui vient de sa capacité à relever les défis et à emprunter des itinéraires alternatifs. Au-delà des clichés, Roubaix est une ville au passé glorieux qui se renouvelle sans cesse et qui innove en permanence.



Notre initiative

« ZÉRO DÉCHET »

En 2015, à Roubaix, ville pionnière de la démarche « Zéro Déchet en France », 101 familles s'engageaient sur la base du volontariat dans le « Défi Familles ». L'objectif ? Limiter le poids de leur poubelle en réduisant de moitié leur production annuelle de déchets ménagers.

En effet, chaque année en moyenne, un Roubaisien produit plus de 306 kilos de déchets ménagers, dont 243 kg/an de déchets non recyclés. Réduire de façon significative cette production, et notamment la part des déchets non recyclés et non réutilisés, est un enjeu majeur en termes de cadre de vie, de pouvoir d'achat des ménages et de développement durable des villes.

Huit mois après avoir sensibilisé les premiers commerçants de la ville, Roubaix compte désormais 31 commerçants labellisés « Zéro Déchet ». Parfumeurs, artisans de la réparation, restaurants, librairies, créateurs de mode... ont été labellisés « Zéro Déchet » après un audit sur leurs pratiques et les volumes de déchets produits. Une fois labellisé, le commerçant signe la charte « Commerçants Zéro Déchet » et s'engage ainsi à mobiliser ses clients autour du « Zéro Déchet », à supprimer les sacs plastiques à usage unique, à réduire ses emballages, à diminuer le gaspillage, à bien recycler et réutiliser.

De plus, dix écoles ont rejoint la démarche du « Zéro Déchet » sur le thème du gaspillage alimentaire. Ces écoles sont suivies par un groupe projets composé de professeurs, d'animateurs, de personnels administratifs et d'agents de la mairie travaillant sur diverses thématiques comme la limitation du gaspillage à la cantine et l'élimination du jetable, l'optimisation du tri sélectif et des collectes spécifiques et de la mutualisation des matériels éducatifs et scolaires...

200 FAMILLES ONT PARTICIPÉ

Roubaix s'est engagée dans cette démarche dès les premiers mois du mandat de son nouveau maire Guillaume Delbar, témoignant ainsi de son engagement de faire de Roubaix une ville exemplaire en matière de développement durable. Cette action avait d'ailleurs particulièrement retenu l'attention du Cabinet de la Ministre de l'Environnement, jusqu'à être citée comme démarche exemplaire dans l'appel à projet lancé par le ministère !

Deux ans après le lancement de ce projet, ce sont plus de 200 familles qui ont participé aux deux « Défi Familles ». Elles ont réduit de 50% en 1 an leurs déchets non recyclables et de 47% leurs déchets au global (recyclables + non recyclables). En parallèle, les retours des familles confirment aussi les bénéfices sur leur budget, de l'ordre de 25% à 50% selon les cas.

Mais à Roubaix ce sont aussi tous les acteurs de la ville qui sont de plus en plus mobilisés : commerçants, écoles, entreprises, associations...



« Nous avons le devoir vis-à-vis des générations futures de réduire notre impact sur la planète »
Guillaume Delbar, Maire de Roubaix

« J'ai décidé de participer au défi d'abord pour mes enfants, parce que j'estime qu'il est important pour les générations à venir, de prendre conscience de la préservation de notre planète »
Céline, habitante de Roubaix engagée dans le Défi Familles

« Certains sont devenus de vrais ambassadeurs du « Zéro Déchet ». À l'instar d'Andrée, une habitante du centre-ville, qui a réussi à contenir ses déchets à moins de 10 kg par an. Le plus drôle, c'est qu'il y a un an, elle servait encore le café dans des gobelets en plastique... »
Alexandre Garcin, Adjoint au Maire de Roubaix, Délégué au Développement Durable





Christian Lacarriere - Cantal

Roumégoux

Roumégoux est une commune rurale du Cantal, de 312 habitants, située à 25 km au sud d'Aurillac, à proximité de l'axe de la nationale 122. Roumégoux fait partie de la communauté de communes de la châtaigneraie cantalienne qui regroupe 51 communes pour 21 500 habitants. À vocation essentiellement agricole et artisanale, Roumégoux accueille une association organisatrice d'évènements et une société de vente en ligne de motos, qui emploie deux salariés. Le tissu associatif dynamique rayonne au-delà des frontières de la commune. Nous avons une école primaire en Regroupement Pédagogique Intercommunal avec Cayrols, commune voisine qui accueille 43 élèves



« La fibre optique est déployée sur notre commune, notre devoir est de dynamiser l'économie de notre territoire, il faut que la population en bénéficie au-delà des limites de notre commune »

« Nous sommes partis d'un simple constat : un problème de démographie. Nous perdons des enfants dans nos écoles, comment attirer des habitants dans notre belle région ? »

« Nous avons la chance d'avoir le très haut débit grâce à la fibre optique, c'est une réelle opportunité pour le territoire. Nous devons en profiter, ce sera un moyen de palier l'enclavement routier qui pénalise le département du Cantal »



« On est parti d'une idée simple : avec l'arrivée de la fibre optique, nous avons une chance à saisir. Nous devons tout faire pour attirer de nouveaux habitants et aider les entreprises à se développer »

Notre initiative

LA FIBRE OPTIQUE : UN BON FILON POUR DÉSENCLAVER NOTRE COMMUNE

L'idée est venue suite au déploiement de la fibre optique (très haut débit), obtenu à titre expérimental en partenariat avec la région Auvergne et la commune de Parlan. Au-delà du confort apporté à nos administrés, l'équipe municipale a engagé une réflexion pour apporter un « plus » à notre commune. Rapidement, le projet a pris une dimension communautaire, en proposant des solutions à nos entreprises pour développer leur activité. Il y avait une réelle opportunité d'accueil de nouvelles populations. Après avoir consulté quelques personnes-ressources en matière d'espace collaboratif et de numérique, j'ai proposé une étude d'opportunité à la communauté de communes qui a validé le projet. La société 304 conseil, dirigée par Marie Carreaud, a été retenue pour conduire le projet.

leur pérennité s'ancre sur un besoin non pourvu par les entreprises traditionnelles existantes. Dans le cas de Roumégoux, l'interrogation ne vient pas du monde économique mais des élus, pilotes de la politique de développement et administrateurs de la vie locale. Il est donc nécessaire de recenser les besoins non pourvus ou à pourvoir des entreprises traditionnelles existantes. C'est là tout l'objectif de l'étude en cours.

ENTREPRENEURS ET SALARIÉS EN SITUATION DE TÉLÉTRAVAIL

La commune de Roumégoux est équipée en fibre optique. La municipalité envisage d'acquiescer un bien immobilier non exploité à ce jour, elle s'interroge sur l'opportunité d'utiliser ce lieu et d'optimiser la présence de la fibre, en créant un lieu d'accueil d'entrepreneurs ou de salariés en situation de télétravail. La création d'un tiers lieu hébergeant des entrepreneurs et/ou des télétravailleurs salariés est subordonnée à l'existence d'un besoin au cœur du bassin de vie. Si les milieux urbains voient ces modes de travail se multiplier, en milieu rural, leur existence et





Pierre Simone - Loire

Saint-Barthélemy-Lestra

Saint-Barthélemy-Lestra, village de près de 700 habitants, se situe à 60 km à l'ouest de Lyon, à 550m d'altitude, ce qui la classe dans les communes de Piémont. Elle domine la plaine du Forez.

Le village, édifié près de la route départementale D1089, ancienne voie romaine qui reliait l'Atlantique à l'Italie, a un nom d'origine très ancienne puisque « lestra » est une déformation du latin « strata » qui signifie route, voie.

De nos jours, Saint-Barthélemy-Lestra possède une économie essentiellement orientée vers l'agriculture. Mais ce qui marque l'activité actuelle de ce village est le dynamisme associatif et culturel.



« Les enfants sont les meilleurs ambassadeurs auprès de leurs parents, de leurs grands-parents et de l'ensemble des habitants du village »

Pierre Simone,
Maire de Saint-Barthélemy-Lestra

« J'ai le plaisir de remettre aux enfants le trophée « École à énergie positive » décerné par notre communauté de communes »

Jean-Michel Merle, Président de la Communauté de communes Forez Est

« Je veux une planète propre pour quand je serai grande »

Jade, 10 ans



Notre initiative

UNE ÉCOLE CITOYENNE

À u départ, l'idée émane de la commission intercommunale chargée d'animer le Plan Climat. Il s'agissait de mobiliser les écoles volontaires du territoire pour s'engager dans une action globale « École à énergie positive », associant la mairie, les enfants, les enseignants et bien évidemment les parents d'élèves : tri des déchets, suivi des consommations d'électricité et d'eau et de combustibles pour la chaudière. Les économies financières sont partagées entre « l'école » et la municipalité. L'occasion de permettre à chacun, grâce à de petits investissements, de maintenir le cercle vertueux pour consommer moins.

LES ENFANTS AMBASSADEURS DE L'ÉNERGIE POSITIVE

Après deux ans d'engagement, quelques réalisations notables :

- Changement de la chaudière à fuel par une chaudière à granulés de bois ;
- Installation de grooms pour refermer les portes ;
- Mise en place d'un compost et d'un poulailler derrière l'école pour gérer le tri des déchets du restaurant scolaire et du jardin ;
- Lors des temps d'activité périscolaire, création d'une activité jardin ;
- L'école, a de son côté, mis en place un autre jardin en permaculture ;
- Un bac de récupération des eaux de pluie pour le jardin et les plantations de l'école ;
- Installation d'un hôtel à insectes ;
- Plantation d'un arbre de la liberté et du climat ;
- Plantation d'arbres fruitiers ;
- Séparation des circuits de chauffage entre l'école et les deux logements situés au-dessus.

En parallèle, la mairie a installé des panneaux photovoltaïques sur les toits de la cantine et de l'école.



Et des projets à venir :

- Pour économiser l'eau : robinets avec détecteurs de présence, mousseurs adaptés, chasse d'eau économique ;
 - Pour économiser l'électricité : remplacement des luminaires par des LED, détecteurs de présence pour les parties communes ;
 - Pour économiser le chauffage : vannes thermostatiques, télégestion du chauffage, bas de porte avec joint automatique.
- En 2015, les enfants ont économisé 450 € entre les factures d'électricité, de combustible et d'eau.





Pierre Jarlier - Cantal

Saint-Flour

Saint-Flour Communauté est une intercommunalité rurale de moyenne montagne composée de 53 communes autour de Saint-Flour, petite ville-centre et Sous-Préfecture. Située dans le Cantal au cœur du Massif Central, elle s'étend sur près de 1380 km² pour 25 000 habitants. Elle se situe au sein d'un territoire préservé où l'agriculture représente un secteur important pour l'économie locale, avec près de 15% d'actifs agricoles. L'enjeu démographique du maintien de ses 1280 exploitations agricoles de taille familiale est donc considérable alors qu'en 25 ans, près de 40% des fermes ont disparu.



« Je peux maîtriser mon produit jusqu'au consommateur, dire ce qu'il m'a fallu pour le fabriquer et combien il vaut, j'en suis maître jusqu'au bout. Mes savons sont « made in Cantal » et les consommateurs adorent cela ! »
Virginie Barthomeuf - Chalvet
(Gaec du Puy de Coujoule)

Notre initiative

QUAND L'AGRICULTURE DE MONTAGNE CRÉE DES EMPLOIS DE PROXIMITÉ

Pour soutenir l'agriculture de montagne qui peut être un vivier d'emplois et lutter contre la baisse démographique, Saint-Flour Communauté a misé sur l'accompagnement des producteurs dans leurs démarches de diversification, de production de qualité à forte valeur ajoutée et de développement des circuits courts. Pour cela, la communauté de communes a construit au sein du lycée professionnel agricole Louis Mallet situé à Saint-Flour un atelier de découpe de viande et de transformation. À la fois pédagogique et ouvert aux professionnels, il bénéficie d'un soutien financier important de la Région et de l'État.

pratiques. Cette démarche partenariale est aussi le support de missions d'expérimentation, d'innovation et d'animation du territoire. Face à la demande qui s'est amplifiée et étendue à de nouveaux usages comme la cosmétique ou la transformation de végétaux, la communauté de communes porte aujourd'hui un projet d'extension de cet atelier qui doublerait sa surface. Il s'inscrit dans le cadre plus général d'un projet de développement agricole, coconstruit avec le lycée, la chambre d'agriculture et les acteurs locaux, destiné à soutenir et à promouvoir les productions de montagne engagées dans des démarches de qualité.

« Nous encourageons la transformation des produits agricoles de qualité et les circuits courts pour créer une valeur ajoutée suffisante au sein des exploitations de taille familiale. Cette démarche contribuera aussi au maintien de la population dans nos communes rurales. »
Pierre Jarlier, Président de Saint-Flour Communauté

« Le partenariat entre le lycée et l'intercommunalité est unique : il permet d'allier pédagogie, innovation, services aux agriculteurs, animation et développement territorial »
Jean-François Besson, Directeur du lycée professionnel agricole de Saint-Flour Communauté

« Éleveur de vaches limousines dans le Cantal, l'atelier de découpe de Volzac nous a permis de nous diversifier par la vente directe de nos produits. Nous utilisons ses services et louons régulièrement le véhicule frigorifique »
Florian Odoul (GAEC de Montaigut)

EXPÉRIMENTER LA TRANSFORMATION DE SES PRODUITS AVANT INVESTISSEMENT

L'objectif : permettre aux exploitants d'expérimenter la transformation de leurs produits avant de réaliser leur propre investissement, autrement dit leur proposer l'utilisation d'un atelier collectif pour, à terme, pouvoir valoriser leur production en toute autonomie. Deux cents agriculteurs, originaires de toute l'Auvergne, utilisent aujourd'hui ce laboratoire certifié bio qui permet la transformation de viande en charcuterie, conditionnée en caissettes sous vide ou sous forme de plats cuisinés. La communauté de communes a complété cette prestation par l'acquisition d'un véhicule frigorifique loué aux producteurs pour transporter leurs produits jusqu'aux lieux de distribution. La transformation comme la gestion des plannings a été confiée par convention au lycée agricole qui a pu créer sept emplois, tout en confortant les formations proposées à ses élèves et stagiaires adultes par des ateliers et stages





Jacqueline Eustache-Brinio - Val d'Oise

Saint-Gratien

La ville de Saint-Gratien (21 149 habitants) située aux portes de la vallée de Montmorency, à 20 km de Paris, bénéficie d'une situation privilégiée et de nombreux équipements sportifs et culturels dans un cadre de vie préservé. Grâce à une localisation avantageuse, l'existence d'un grand étang et une forêt à proximité, Saint-Gratien est un lieu de villégiature apprécié des Parisiens. Parmi les illustres personnalités conquises par le lieu, Saint-Gratien a accueilli la Princesse Mathilde Bonaparte, nièce de Napoléon I^{er} et cousine de Napoléon III. Mécène et bienfaitrice de la ville, Saint-Gratien lui doit notamment la première école publique et la création de l'éclairage public.



Notre initiative

LA GESTION À DISTANCE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Dans notre commune, nous avons décidé d'installer en 2010 un système de télégestion au point lumineux de son éclairage public. Cette démarche a de multiples avantages, notamment environnementaux, et s'inscrivant totalement dans le cadre de l'Agenda 21. Ce système d'éclairage public est géré à distance depuis une plateforme informatique. La totalité des candélabres de la commune est équipée, soit 3222 lampadaires.

de CO2 : -20% par an). Saint-Gratien, ville éco-responsable, est la première commune française à avoir été totalement équipée en télégestion au point lumineux sur l'ensemble de l'espace urbain.

Ce projet s'inscrit dans une volonté très forte autour de l'Agenda 21, mis en place en novembre 2011, avec des actions concrètes sur le territoire qui permettent à chaque habitant de comprendre les enjeux et les nécessités de toutes les actions permettant de préserver notre planète.

DES ACTIONS CONCRÈTES POUR PRÉSERVER NOTRE PLANÈTE

Plus économique et plus écologique ! Plus besoin de déplacer des équipes à n'importe quelle heure de la journée ou de la nuit : ce système permet de gérer à distance les candélabres et donc de réduire considérablement les coûts d'exploitation (-12,5% par an). La télégestion de l'allumage et de l'extinction des lumières s'effectue désormais de manière globale ou partielle, comme lors de certains événements, où l'on décide d'éteindre une partie de la ville. Les possibilités de fonctionnement de la télégestion permettent une planification optimisée de la maintenance, source non négligeable d'économies. Dès lors, les mesures de remplacement des lampes sont déclenchées quand cela est nécessaire et non plus systématiquement. La réduction de puissance de certaines lampes permet également de diminuer la consommation d'énergie. La durée de vie des lampes en est augmentée, diminuant ainsi la quantité de déchets (gain de consommation électrique et

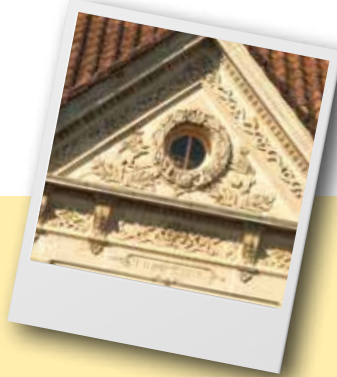


« La mise en place en 2010 de la télégestion a permis à Saint-Gratien de s'engager dans une action de développement durable et d'apporter des éléments de réponse concrets à la démarche d'Agenda 21 engagée par la ville »

« Grâce à ce système innovant, nous avons également accru la qualité de service, amélioré la sécurité du public tout en réalisant une économie d'énergie de 10% par an »

« Ce gain d'énergie correspond à une consommation diminuée d'environ 350 000 kWh par an, soit un gain annuel de 38 tonnes de CO2 »

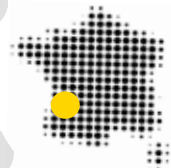




Jack Allais - Gironde

Saint-Quentin-de-Baron

Saint-Quentin-de-Baron est une commune viticole du Sud-Ouest de plus de 2500 habitants située dans l'Entre Deux Mers, en région Nouvelle-Aquitaine (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes). Elle fait partie du Canton des Coteaux de Dordogne (51 départements) et de la Communauté d'agglomération du Libournais (90 000 habitants). La commune conserve un riche patrimoine, vestige des siècles passés, depuis l'époque moustérienne (Grottes de Jaurias et abri sous roche de Lespoux) jusqu'au site fortifié de Bisqueytan et des églises romanes. Au cours du 18^e siècle, Montesquieu y possèda des biens.



« Le transfert ou la création d'une pharmacie n'est autorisé que si la population officielle INSEE de la commune est supérieure ou égale à 2500 habitants. Cette situation pénalise les communes rurales à forte urbanisation comme la nôtre »



« Notre village s'est urbanisé beaucoup plus vite que la moyenne nationale, créant ainsi des besoins, notamment en professionnels de santé »



Notre initiative

SUPPRIMER LES SEUILS DE POPULATION POUR OBTENIR LA CRÉATION D'UNE PHARMACIE

Après les élections municipales de 2014, notre équipe a souhaité mettre en œuvre un projet de maison de santé pluridisciplinaire ou maison de santé avec une pharmacie. La commission « vie économique », composée d'élus et que je préside, a validé le projet que nous avons porté à la connaissance des réseaux sociaux et de la presse locale.

Plusieurs investisseurs nous ont alors contactés, l'un d'entre eux s'est lancé dans le projet et a déposé un permis de construire qui a été accordé le 15 décembre 2015.

Depuis deux ans maintenant, nous soutenons ce projet très attendu par la population. Notre village s'est urbanisé beaucoup plus vite que la moyenne nationale, créant ainsi des besoins, notamment en professionnels de la santé.

gionale de la Santé - directrice de l'INSEE ont été saisis du dossier.

Nous leur avons soumis deux propositions : supprimer le seuil de population et prendre en compte la population d'un bassin de consommation et de soins ; restaurer le recensement complémentaire ou intermédiaire à l'initiative et à la charge de la commune avec prise d'effet le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'opération de comptage. L'enjeu est à la fois de santé et économique. Il peut changer la destinée « dortoir » du village.

UN ENJEU DE SANTÉ ET D'ÉCONOMIE

Notre population étant largement estimée au dessus de 2 500 habitants, notre Préfet a émis un avis favorable à la demande de transfert d'une pharmacie du Lot et Garonne. Il faut préciser que le transfert ou la création d'une pharmacie n'est autorisé que si la population officielle INSEE de la commune est supérieure ou égale à 2500 habitants.

Cette situation pénalise les communes rurales à forte urbanisation comme la nôtre : 6,5%, soit l'équivalent de 35 constructions neuves en moyenne chaque année. À ce jour, notre village dépasse réellement les 2550 habitants mais il faudra attendre 2019 pour que ce chiffre soit pris en compte.

Les autorités (Préfet - directeur de l'Agence Ré-

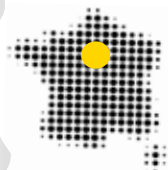




Philippe Laurent - Hauts-de-Seine

Sceaux

Située à 5 km de la limite sud de Paris, dans le département des Hauts-de-Seine, la ville de Sceaux constitue pour sa population et ses visiteurs un territoire privilégié. Lieu de résidence apprécié par ses 20 000 habitants, centre touristique et de loisirs fréquenté, ville commerçante, pôle universitaire et culturel très important, Sceaux offre à sa population un incomparable cadre de vie. Réputée pour ses services publics qui s'inscrivent dans une démarche qualité, Sceaux est aussi un territoire d'innovation et d'expérimentation reconnu comme tel.



« La ville de Sceaux favorise l'innovation et l'entrepreneuriat social dans le cadre de son écosystème territorial « Sceaux Valley » qui met en réseau sur son territoire les acteurs de l'économie sociale et solidaire »
Othmane Khaoua, conseiller municipal délégué à l'Économie sociale et solidaire

« Le concept de Centiméo repose sur un cercle vertueux : les petites pièces rouges que personne n'utilise permettent d'acheter des produits éco-responsables dans des bornes conçues par des personnes en réinsertion »
Benjamin Dupays, fondateur de Centiméo

« "Sceaux Valley" a été créé par la Ville. C'est un écosystème territorial dédié à l'économie sociale et solidaire. Il permet aux initiateurs d'un projet à forte utilité sociale, qui interviennent sur le territoire, d'être soutenus et accompagnés »
Philippe Laurent, Maire de Sceaux



Notre initiative

CENTIMÉO : UN EXEMPLE D'INNOVATION SOCIALE RÉUSSIE

La vitalité du secteur de l'économie sociale et solidaire s'illustre à Sceaux par de nombreux projets. Centiméo est l'un d'entre eux.

UN PROJET SOUTENU PAR LA VILLE

Lors du Forum de l'économie sociale et solidaire (ESS) organisé en novembre 2014 par la ville de Sceaux, des étudiants de l'Institut universitaire de technologie de Sceaux (IUT) présentaient l'opération de collecte des centimes qu'ils avaient mis en place dans leur IUT en partenariat avec la start up Centiméo. Le concept ? Le public achète des produits écoresponsables à l'unité (cookies bio, chewing-gum biodégradables, chocolat équitable) avec les pièces rouges que personne n'utilise, afin d'éviter que l'État n'en refrappe en permanence... à perte !

UNE INITIATIVE RELAYÉE PAR LES ÉTUDIANTS

Le coût de fabrication d'une pièce d'un centime est de quatre et l'État en fabrique plusieurs centaines de millions chaque année. Un achat utile et responsable car les bornes Centiméo sont fabriquées par des personnes en réinsertion.

La ville, qui avait décidé d'expérimenter le dispositif pendant deux ans suite au Forum de l'économie sociale et solidaire (ESS), a choisi d'accompagner le déploiement de ces



bornes à Sceaux avec l'aide des étudiants de l'Institut universitaire de technologie de Sceaux. Après deux ans, l'opération est un succès ! 750 kg de pièces ont été récupérées sur la commune et 120 000 produits solidaires distribués. Forte de l'engouement suscité, l'EPF (Ecole d'Ingénieurs) s'est associée à la démarche, ainsi que la faculté Jean-Monnet.

Cette expérience positive et novatrice a fait des émules : les villes de Châtenay-Malabry, du Plessis-Robinson dans les Hauts-de-Seine, mais aussi le Kremlin-Bicêtre, Fresnes, Noisy-le-Sec, Aubervilliers et même la Mairie de Paris ont suivi l'exemple de Sceaux en intégrant ce dispositif d'économie circulaire au sein de leur commune. Prochain objectif pour la ville de Sceaux : dépasser les deux tonnes de pièces récoltées sur l'année et créer de nouveaux emplois !

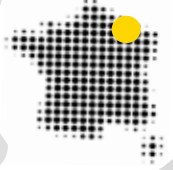




Jean-Charles Giovanelli - Moselle

Spicheren

Spicheren est une commune de 3244 habitants, située en Moselle-Est, à la frontière franco-allemande. S'étendant sur 811 hectares dont 150 de forêts, elle dispose de nombreux atouts grâce à son patrimoine naturel (chemins de randonnée) et son site historique (monuments érigés suite à la bataille de Spicheren de 1870) qui attirent de nombreux visiteurs. L'attractivité de la commune s'explique par son cadre de vie agréable, ses commerces de proximité, ses services, la vitalité de son tissu associatif et enfin la présence d'une école biculturelle.



« La maîtrise du réchauffement de la planète, c'est l'affaire de tous ! C'est dans cet esprit que le Gouvernement a demandé aux collectivités locales d'apporter leur contribution à cet enjeu, à leur niveau et avec leurs moyens »

« Réduire notre consommation d'énergie doit donc être notre mot d'ordre »

« Cela commence par la chasse aux pertes inutiles au moyen d'une analyse thermographique »



« Les solutions sont bien souvent plus simples qu'on ne le pense et peu onéreuses »

Notre initiative

UN SERVICE INNOVANT POUR MAÎTRISER SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Suite aux débats de la COP21 en novembre 2015, 195 pays ont signé un protocole d'accord « d'engagements » ayant pour objectif de maîtriser le réchauffement de la planète et de le limiter coûte que coûte à un maximum de + 2°C. Pour ce faire, et parce que cet objectif nous concerne tous, il est impératif de maîtriser, ou mieux encore, de réduire la consommation d'énergie. Sachant que le chauffage représente à lui seul 70 % du besoin en énergie d'un ménage moyen, il est logique que nos réflexions se concentrent sur ce sujet.

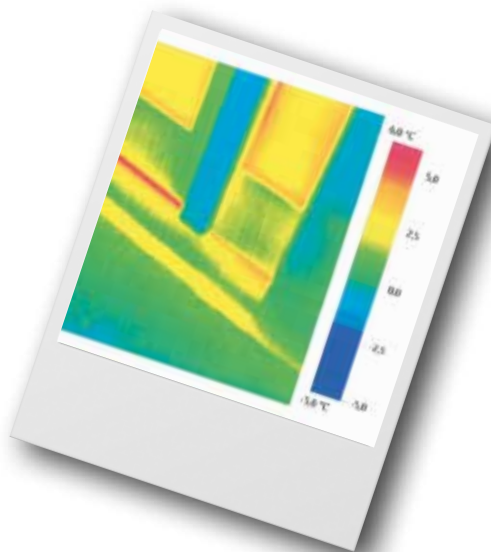
UN SERVICE GRATUIT

La commune de Spicheren a donc décidé de mettre en place un projet « d'incitation » à la réduction de la consommation d'énergie, principalement en réduisant les pertes inutiles. Nous proposons à nos concitoyens un service gratuit se composant :

- d'une analyse thermographique de leur bien immobilier au moyen d'une caméra infra-rouge ;
- de prises de vues extérieures et intérieures ;
- d'une exploitation détaillée sur la base de ces prises de vue et de l'établissement d'un rapport avec recommandations des travaux éventuels à effectuer.

Afin de les inciter à effectuer ces travaux, la commune a décidé d'octroyer une subvention exceptionnelle de 10% du montant des travaux avec un maximum de 1000 € par opération à concurrence d'un montant global de 10 000 € pour l'année 2016. Cette subvention exceptionnelle, financée par la commune de Spicheren, viendra s'ajouter aux aides de l'État et du crédit d'impôt sur le revenu, déjà mis en œuvre.

À ce jour, nous comptabilisons 78 demandes de passage de caméra. 45 ont été réalisées et le solde devrait être traité avant la fin de l'hiver : il est impératif, pour un résultat probant, de constater une différence de température intérieur/extérieur d'au moins 10° C. L'analyse thermographique, ainsi que le rapport illustré par des photos-couleur remis au demandeur, sont réalisés par une jeune entreprise locale qui se réjouit, grâce à cette initiative, d'un gain de notoriété appréciable. Cette subvention exceptionnelle, financée par la commune de Spicheren, viendra s'ajouter aux aides de l'État et du crédit d'impôt sur le revenu, déjà mis en œuvre. À ce jour, nous comptabilisons 78 demandes de passage de caméra. 45 ont été réalisées et le solde devrait être traité avant la fin de l'hiver : il est impératif, pour un résultat probant, de constater une différence de température intérieur/extérieur d'au moins 10° C. L'analyse thermographique, ainsi que le rapport illustré par des photos-couleur remis au demandeur, sont réalisés par une jeune entreprise locale qui se réjouit, grâce à cette initiative, d'un gain de notoriété appréciable.





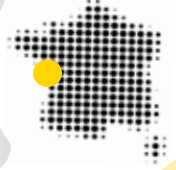
Maxence de Rugy - Vendée

Talmont-Saint-Hilaire

Située sur le littoral vendéen, Talmont-Saint-Hilaire compte 7400 habitants. Point de convergence de toutes les curiosités, elle se distingue par son histoire et sa géographie.

Son passé remonte aux temps les plus reculés comme en atteste l'empreinte des dinosaures. Au Moyen-Age, la ville devient une place forte militaire marquée par Richard Cœur de Lion qui nous a légué une imposante forteresse millénaire.

Elle est également une mosaïque de paysages. Elle est à la fois rurale et tournée vers la mer, grâce à son port de plaisance et son estuaire en voie de classement « Grand site de France ».



« Lorsque le maire nous a présenté ce projet, nous avons craint une sollicitation supplémentaire alors que les programmes scolaires sont déjà chargés. Mais nous avons été conquis par cet outil ludique et pédagogique ! »
Jean-Michel Jadault,
Professeur des écoles

« La France est un héritage mais aussi un défi pour les années à venir. Les élus locaux ont une responsabilité envers la jeune génération et un rôle à jouer pour consolider les fondations qui nous permettent de vivre ensemble »
Maxence de Rugy,
Maire de Talmont-Saint-Hilaire

« Cette année, grâce au Passeport du Civisme, 90 enfants et leurs parents ont participé au défilé du 11 novembre. C'est alors toute une commune qui fait mémoire »
Pierre-Jean Marchetti,
Président de l'association des Anciens Combattants,
ambassadeur du civisme



Notre initiative

LE PASSEPORT DU CIVISME

À la suite des attentats de Charlie Hebdo et des très nombreux rassemblements qui ont eu lieu dans nos communes, la ville de Talmont-Saint-Hilaire a souhaité prendre une part active dans le défi du civisme. Les élus ont donc imaginé un « Passeport du civisme » afin de réaffirmer et transmettre les valeurs de notre pays aux jeunes générations. Conçu comme un guide ludique et pédagogique, ce « Passeport » propose à tous les élèves de CM2 un parcours d'initiation au civisme à travers une dizaine de missions à réaliser, individuellement ou collectivement, tout au long de l'année scolaire : s'impliquer dans une action de solidarité, participer au devoir de mémoire, parrainer un aîné, s'immerger dans le quotidien des pompiers bénévoles, connaître son patrimoine, découvrir et apprendre à préserver son environnement... Autant de missions qui concourent à l'apprentissage du civisme et à la transmission des valeurs.

TOUTE LA VILLE EST IMPLIQUÉE !

Des « ambassadeurs du civisme », force-vives du territoire, choisis pour leur implication dans la vie locale (sapeur-pompier, directeur de la maison de retraite, ancien combattant, président d'association, animateur du patrimoine...) accompagnent les enfants tout au long de leur parcours et sont présents à chaque étape pour valider les actions de leur livret. Les enseignants et les directeurs des écoles sont également parties prenantes pour guider leurs élèves. En définitive, c'est toute la ville qui est impliquée dans ce « Passeport » ! Depuis le lancement de cette opération, ce sont près de 200 élèves de CM2 des quatre écoles publiques et privées de la commune qui ont été

sensibilisés au civisme. Une véritable performance saluée par les parents, les enseignants et les enfants eux-mêmes ! Fort de son succès, le « Passeport » fait des émules et de nombreuses communes souhaitent aujourd'hui s'engager dans cette démarche. Une association (l'Association des Maires pour le Civisme ou AMC) a ainsi été créée en janvier 2017 afin de fédérer et d'accompagner les villes intéressées par cette initiative.





René Moreau - Hautes-Alpes

Veynes

Veynes est située au sud du département des Hautes-Alpes, sur la moyenne vallée du Petit Buëch, au pied du massif du Dévoluy. L'arrivée du chemin de fer en 1875, grâce à l'ingénieur Adrien Ruelle, donne un essor particulier à la ville. Les lignes Lyon-Marseille et Valence-Briançon se croisent à Veynes constituant ce qu'on appelle encore aujourd'hui, l'Étoile de Veynes, un point central de l'activité ferroviaire des Alpes du Sud. Veynes, centre bourg du Buëch-Dévoluy, compte aujourd'hui 3350 habitants et joue pleinement son rôle de « pôle d'équilibre » de l'aire gapençaise.



« Veynes demain : la concertation, la clé du succès de la programmation »

« Bien souvent, les élus, forts de la légitimité de leur élection, conduisent les affaires de la ville et les projets, n'associant leurs administrés... qu'à l'élection suivante »

« René Moreau et son Conseil municipal en ont décidé autrement. Ils ont choisi, en 2016, de donner la parole aux habitants avec l'objectif de « dessiner » ensemble leur ville à l'horizon 2020-2025 »



« La programmation des aménagements de la ville par concertation avec la population est une démarche novatrice »

Notre initiative

AMÉNAGER ET PROGRAMMER PAR LA CONCERTATION

L'étude « d'aménagement par programmation et concertation » a été votée fin 2015 en conseil municipal. Un bureau d'études a été sélectionné. Composé d'une équipe pluridisciplinaire regroupant paysagiste, concepteur, architecte, urbaniste et ingénieur, cette structure va mener une étude sur une année : elle dessinera le Veynes de demain. Elle sera le résultat des envies, des désirs, des conseils, mais aussi, des rejets des habitants pour leur ville. Cette étude concerne l'ensemble des espaces publics du centre-bourg et des espaces privatifs relevant d'une importance stratégique pour la collectivité. L'objectif : planifier sur plusieurs années un projet cohérent à l'échelle de notre ville.

La concertation sera appréhendée sous forme d'ateliers thématiques :

- Architecture, Bâti local et ses spécificités ;
- Urbanisme, composition urbaine, ses espaces ;
- Déplacement, circulation, stationnement ;
- Paysages, aménagements, relations entre espaces publics et privés.

Chacun est invité à s'inscrire à l'atelier de son choix. Un questionnaire a été distribué à 2500 exemplaires. Les dates et horaires des ateliers sont communiqués sur plusieurs supports, notamment sur le site web de la ville. Une boîte à idées est mise à disposition du public en Mairie.

UN QUESTIONNAIRE DISTRIBUÉ À 2500 EXEMPLAIRES

Au-delà de l'aspect prospectif de cette étude et de son principe de cadencement annuel, sa caractéristique est sa grande composante de concertation. L'équipe municipale attache en effet une importance réelle à l'expertise des habitants-usagers afin de construire un projet adapté à leurs attentes et au contexte local. En effet, les usagers ont une connaissance du territoire, de son histoire et peuvent apporter des idées innovantes et légitimes qui doivent être entendues. La concertation, qui couvrira toutes les étapes du projet, sera orientée vers la qualité des usages, le confort de vie, la sécurité, l'intérêt général, l'esthétisme, avec pour objectif, un projet de ville cible, pluriannuel accepté et partagé. Le diagnostic est en cours d'élaboration. La méthode de travail a été présentée au public.



franceinfo:

Direction de la communication
de franceinfo
01 56 40 36 26 – franceinfo.fr



Association des maires de France
et des présidents d'intercommunalité
amf.asso.fr